



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 21.11.2024
C(2024) 7992 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 21.11.2024

**relative au financement de la mesure spéciale en faveur de la population du
Myanmar/de la Birmanie pour 2024**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 21.11.2024

relative au financement de la mesure spéciale en faveur de la population du Myanmar/de la Birmanie pour 2024

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le «TFUE»),

vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphes 1 et 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de la mesure spéciale en faveur de la population du Myanmar/de la Birmanie pour 2024, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2024, conformément à l'article 110, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après le «règlement financier»).
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) La prise de pouvoir par l'armée, le 1^{er} février 2021, a porté un coup d'arrêt au processus de transition démocratique et socio-économique du Myanmar/de la Birmanie et replacé le pays sous la coupe de la junte militaire. Dans ses conclusions n° 6287/21 du 22 février 2021, le Conseil des affaires étrangères recommande de ne pas légitimer les autorités militaires tout en continuant à soutenir les habitants du Myanmar/de la Birmanie, surtout ceux qui se trouvent dans des conditions de grande vulnérabilité. Dans ces circonstances imprévues, il est impossible de convenir d'un programme indicatif pluriannuel avec les autorités militaires et, en l'absence d'autres sources de financement, une mesure spéciale est nécessaire pour apporter une aide à la population et à la société civile, tout en évitant de soutenir directement ou indirectement les systèmes et les structures de gouvernement.
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure au titre du programme géographique «Asie et Pacifique» du règlement (UE) 2021/947 consistent à accroître l'égalité d'accès à la justice et la protection des droits fondamentaux des groupes vulnérables, à améliorer la

¹ JO L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

qualité de l'éducation, à renforcer l'alignement des programmes d'études et à promouvoir des compétences de base dans tous les systèmes mis en place par les autorités pédagogiques et les prestataires d'enseignement des minorités ethniques.

- (5) L'action intitulée «Protéger l'accès à la justice et les droits fondamentaux des groupes vulnérables au Myanmar/en Birmanie» vise à renforcer les bases d'une société fondée sur l'état de droit, à améliorer l'égalité d'accès à la justice et à protéger les droits de l'homme fondamentaux des groupes vulnérables touchés par le conflit.
- (6) L'action intitulée «Soutien à l'éducation dans les régions ethniques» vise à améliorer la qualité de l'éducation et à renforcer l'alignement des programmes d'études et la promotion des compétences de base dans tous les systèmes mis en place par les autorités pédagogiques et les prestataires d'enseignement des minorités ethniques.
- (7) Il est nécessaire d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions, conformément à l'article 198, points a) et f), du règlement financier.
- (8) Conformément à l'article 62, paragraphe 1, point c), du règlement financier et à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, les actions figurant dans les annexes seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les personnes et les entités chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, et avant qu'une convention de contribution puisse être signée, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et leurs procédures à une évaluation conformément à l'article 157, paragraphe 4, du règlement financier⁴ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157, paragraphe 5, dudit règlement.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu de déterminer les modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier
La mesure

La décision de financement annuelle, constituant la mesure annuelle destinée à mettre en œuvre la mesure spéciale en faveur de la population du Myanmar/de la Birmanie pour 2024, telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- (a) «Protéger l'accès à la justice et les droits fondamentaux des groupes vulnérables au Myanmar/en Birmanie» figurant à l'annexe I;

⁴ Sauf dans les cas prévus à l'article 157, paragraphe 7, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (b) «Soutien à l'éducation dans les régions ethniques», figurant à l'annexe II.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2024 est fixé à 37 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne budgétaire 14 02 01 31 Asie du Sud et de l'Est du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.3.1 de l'annexe I et au point 4.3.3 de l'annexe II.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions énoncées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans les annexes, sélectionnés conformément aux critères précisés au point 4.3.2 de l'annexe I et au point 4.3.1 de l'annexe II.

Fait à Bruxelles, le 21.11.2024

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.